

2 Politique

Rentrée politique du PDS

Les militants disent unanimement "oui" au dialogue national

René AKONE DZOPE

Port-Gentil/Gabon

LE bureau national du parti pour le développement et de la solidarité sociale (PDS) élargi aux cadres du parti, était réuni, vendredi et samedi à son siège, conformément aux dispositions des articles 49 et 50 des statuts. Plusieurs délégués venus de divers horizons du pays ont pris part à cette rencontre qui fut également, pour les bâtisseurs, l'occasion d'effectuer leur rentrée politique et de décrypter l'actualité nationale et internationale, tout en jetant un regard froid sur l'application des résolutions prises lors du premier congrès extraordinaire. Les prochaines élections législatives figuraient également en bonne place.

Me Séraphin Ndaot Rembogo a d'entrée fait observer que, "depuis deux ans, un partenariat a été signé avec le candidat Ali Bongo Ondimba. C'est celui-ci qui nous a conduits à lui apporter notre appui", a rappelé le leader du PDS.

Le président du PDS a noté que les résultats obtenus par son champion, quoi que satisfaisants sur l'ensemble du pays, lui ont laissé un goût de cendres, d'autant qu'il s'attendait à mieux. Il dresse son diagnostic : "il y a comme une espèce de fissure, comme si le fil de confiance qui nous unissait à nos électeurs s'est effiloché".

Et de poursuivre : "Force est de constater malheureusement que la campagne électorale a été polluée par des questions périphériques



Photo : RAD

Le ministre de la Réforme de l'Etat, Joël Pono Opape (deuxième à partir de la gauche), a également pris part aux travaux.



Photo : RAD

Me Séraphin Ndaot (micro) a présidé les travaux.

à la place du débat central qui est le développement. Au point de désorienter les électeurs". Non sans inviter les militants à investir le terrain au sortir de ce conclave à l'effet de renouer le fil du dialogue avec les Portgentillais qui pensent que leur ville, mamele du Gabon, est en rade de la croissance.

Or, aux yeux de l'ancien bâtonnier, depuis 3 à 4 ans, un effort a été fait par les pouvoirs publics pour offrir à Port-Gentil la place qui est la sienne. "Nous devons montrer qu'il y a le développement qui a été amorcé qu'il ne l'a été depuis 50 ans", a-t-il soutenu, avant d'insister : "nous avons voté pour le changement qu'incarnait le candidat que nous avons soutenu. Le changement se mesure en termes d'actes. Ce que nous avons mesuré comme développement ici n'a jamais été fait en 50 ans". Citant l'exemple de la route Port-Gentil-Omboue qui ouvre la cité au continent. Selon lui, le PDS dont le programme de gouverne-



Photo : RAD

Une vue des militants.

ment "Gabon solidaire" fondé sur la mutualité sociale, prenant en compte le citoyen de l'état foetal à la mort, reflète celui du candidat défendu.

Dans tous les cas le président du PDS a des points de satisfaction par rapport aux résultats globaux d'Ali Bongo Ondimba. "Le candidat que nous avons soutenu en 2016 n'a pas été soutenu en 2009. Au moment où la majorité était compacte. Il s'en est tiré ici avec 13% des

suffrages. Avec notre appui, au moment où la majorité est divisée, il a obtenu près de 30%. Ça veut dire que le PDS a mouillé le maillot", a expliqué Me Ndaot sous les applaudissements de l'assistance.

Pour le PDS, l'élection présidentielle relève désormais du passé. Cap maintenant sur les Législatives. A ce propos Augustin Moubogha, vice-président, en concluant les travaux, a rappelé : "Des échéances

électorales capitales pour notre parti nous attendent au bout du chemin. Il nous faut redoubler d'efforts et d'entrain pour conquérir de nouveaux espaces afin de consolider le positionnement de notre parti, troisième force politique sur l'échiquier politique national, et première force de l'opposition", a lancé M. Moubogha en félicitant le chef de l'Etat pour sa "brillante réélection" à la Magistrature suprême et sa main tendue

pour un dialogue national. "Le PDS, parti de concertation et de compromis dynamiques ne saurait être, selon l'une des résolutions, rétif à la proposition du chef de l'Etat. Par conséquent, il adhère pleinement à l'idée d'un dialogue national traitant de toutes les questions politiques, économiques, sociales et écologiques, afin de décriper le climat politique et proposer des solutions de nature à favoriser le développement multisectoriel et la consolidation du système démocratique au Gabon." Me Ndaot et les siens émettent le vœu que cette concertation se tienne au Gabon, entre Gabonais, sous l'égide des institutions gabonaises, par des facilitateurs nationaux, le cas échéant, avec le concours de (nos) frères africains. Enfin, les participants ont remercié le président de la République et le Premier ministre pour la nomination de Joël Pono Opape, l'un des leurs, aux fonctions de ministre de la Réforme de l'Etat.

Présidentielle 2016

La MIOE-O2A satisfaite du déroulement du scrutin

J.K.M.

Libreville/Gabon

La Mission internationale d'observation électorale des ONG et associations africaines, par le biais de son coordonnateur, a dernièrement rendu public son rapport sur le récent scrutin présidentiel organisé dans notre pays.

LE coordonnateur de la Mission internationale d'observation électorale des ONG et associations africaines (MIOE-O2A), Edem Adjé Mensah, a livré, dernièrement au Méridien Re-Ndama, leur rapport sur le déroulement de la récente élection présidentielle dans notre pays. Selon lui, sur la base des données recueillies par plusieurs de leurs observateurs déployés dans différentes circonscriptions électorales, " le jeu électo-



Photo : Wilfried Mbinah

Une phase du déroulement du scrutin du 27 août dernier.

ral s'est déroulé globalement dans un climat apaisé, en dépit des tensions perceptibles. La Présidentielle du 27 août dernier, de par ses enjeux et son caractère inclusif et compétitif, constitue une avancée politique notable en République gabonaise". D'autant plus que, à l'entendre, les médias nationaux ont pleinement rempli leurs missions en informant, de manière

équitable, les électeurs sans aucune entrave. Toutefois, il a déploré le fait que "le mécanisme de sensibilisation et d'information des électeurs n'ait pas inclus l'ensemble des autres acteurs, en particulier les organisations de la société civile à même de porter, de par leur nature et l'étendue de leur couverture, le message sur toute l'étendue du territoire national".

Selon lui, le processus électoral, dans son ensemble, aura été libre, transparent, "une parfaite illustration de la volonté des Gabonais de confirmer les pratiques électorales démocratiques et multipartites, de manière à rompre définitivement avec des pratiques contraires à la bonne gouvernance". Condamnant et déplorant les violences post-électorales survenues après l'an-

nonce des résultats officiels du scrutin présidentiel par le ministre de l'Intérieur d'alors, Pacôme Moubélet-Boubeya, M. Adjé Mensah a, dans la foulée, énoncé un certain nombre de recommandations de nature, selon lui, à améliorer davantage le système électoral et à asseoir la démocratie dans notre pays. De fait, à l'endroit du gouvernement, la MIOE recommande, entre autres, la nécessité d'élaborer un "texte juridique homogène régissant l'ensemble des aspects pertinents du processus électoral, la mise sur pied d'une institution électorale indépendante ayant la charge principale et exclusive de toutes les phases du processus électoral, l'adoption des réformes en vue de l'établissement de garde-fous effectifs et indispensables à la tenue prochaine d'élections crédibles

et crédibles, l'allongement d'une à deux semaines de la durée de la campagne électorale, la mise en place d'un système de contribution publique au financement de l'activité des partis politiques sur la base des suffrages obtenus, etc.". A l'adresse des autres acteurs impliqués dans le processus électoral, la MIOE a estimé nécessaire "d'élaborer des cartes d'électeurs biométriques, d'améliorer l'identification des bureaux de vote en vue d'éviter toute confusion chez les électeurs, une meilleure formation des scrutateurs au vote par procuration, etc.". Avant de clore son propos, Edem Adjé Mensah a félicité "le chef de l'Etat pour sa volonté d'organiser un dialogue politique national inclusif", tout en exhortant "l'opposition à adhérer à cette initiative dans l'intérêt du peuple gabonais".